

LORS DE SA CONFÉRENCE DE PRESSE HIER

Ouyahia avertit sur «les ambitions démesurées»

C'est par une grande conférence de presse que le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia, a choisi d'effectuer sa rentrée politique officielle. Et comme d'habitude, sa haute fonction de ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de la République primera sur tout. Avec la maladie de Abdelaziz Bouteflika, Ahmed Ouyahia est, en fait, le vrai porte-parole du pouvoir. C'est ce qui a d'ailleurs motivé son retour à la tête du RND, en mai 2015.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)

- Hier donc samedi, au siège national du RND, à Ben Aknoun, le chef de cabinet de la présidence était venu pour s'exprimer sur les grandes questions de l'heure. Sur une rentrée particulièrement mouvementée, au plan politique notamment, avec de grosses polémiques entre membres du gouvernement et, surtout, la toute dernière sortie foudroyante de l'inénarrable secrétaire général du FLN, Ammar Saâdani. La gravité des déclarations de ce dernier était effectivement telle que, inévitablement, Ouyahia fut interpellé sur cette affaire d'entrée : «Je suis désolé de vous décevoir, mais je ne suis pas un commentateur. Ni politique, ni sportif d'ailleurs.» Le patron du RND refuse de commenter les déclarations de Saâdani sur le général Toufik qu'il a accusé d'être «le pivot des officiers de la France en Algérie (...) d'être derrière les événements de Ghardaïa» et bien d'autres accusations encore. A l'évidence, Ouyahia, et donc le pouvoir, ne cautionne pas, mais alors pas du tout, la dernière dérive langagière du SG du FLN. «Mais bien sûr que je ne suis pas du tout d'accord avec cette analyse», lâchera encore Ouyahia un peu plus tard, qui subira un déluge de questions sur cette même affaire. Cela dit, il lancera quelques piques assassines à l'endroit de Saâdani. «Nous, au RND, nous avons un allié stratégique, c'est le FLN. Le parti et non pas les personnes.» Il ajoutera : «Notre allié, c'est le FLN, puisque lui (Saâdani, Ndlr) ne me fait pas confiance.» En mai dernier, Ammar Saâdani avait, pour rappel, effectivement mené une campagne d'une rare violence contre Ouyahia dont il réclamait publiquement le limogeage, le qualifiant de «quelqu'un qui n'est pas fidèle au Président (...) qui veut trahir le Président (...) Je ne lui fais pas confiance», claironnait-il durant tout le mois de mai. Ouyahia enfoncera encore son «frère ennemi» sur cette affaire du général Toufik, en particulier et de l'ensemble de la communauté des services algériens : «Il ne faut pas oublier que nous avons, là, affaire à des centaines d'officiers, de sous-officiers et de valeureux autres éléments qui font partie de l'Armée nationale populaire.» Les anciens officiers issus de l'armée française ? «En 1967 aussi, le grand Houari Boumediène, moustache (Ouyahia s'étant toujours dit être un admirateur du défunt Président) avait eu un grave différend avec un responsable de l'époque qui lui reprochait de travailler avec ses officiers déserteurs de l'armée française. Mais au final, Boumediène avait réussi à bâtir, avec eux, une grande armée nationale.» Sur sa lancée, Ahmed Ouyahia ne manquera pas de glisser un message d'une extrême

importance, même s'il feignait de l'attribuer à une simple analyse d'un chef de parti : il n'y aura aucun remaniement de l'actuel gouvernement avant les prochaines élections législatives. «Seulement sept mois nous séparent des prochaines élections législatives. Et au RND, on doute fort que le président de la République procède à un quelconque remaniement avant l'émergence de la future majorité.» Quand c'est le directeur de cabinet de ce même Président qui le dit, le «doute» formulé ici n'est que pure forme.

«Quiconque a des dossiers n'a qu'à saisir la justice»

Outre Ammar Saâdani, Ahmed Ouyahia épinglera un autre adversaire politique, qui n'est autre que l'ancien porte-parole du Mouvement de redressement du RND qui l'avait renversé en 2013 et actuel ministre du Commerce, Bakhti Belaïb. «La décision d'interdiction d'importation des véhicules âgés ne date pas d'aujourd'hui, mais c'est une décision prise par le président de la République en 2005.» Aussi, Ouyahia invite-t-il à s'interroger si cette mesure d'autorisation, à nouveau, d'importer des véhicules âgés était bénéfique pour



Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia.

l'industrie automobile que l'Algérie lance depuis peu. Au final, il prend la défense de l'autre ministre du RND, celui de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb dont les déclarations ont «recadré» celles de son collègue du Commerce. Et, enfin, Ouyahia le dit tout crûment : «Au RND, nous sommes clairement contre cette mesure d'importation de véhicules d'occasion.» Quoi qu'il en soit, «ce genre de déclarations contradictoires entre membres du même gouvernement n'est pas propre à notre pays. C'est le cas partout ailleurs. Mais dans tous les cas, il est hors de question de les attribuer à la maladie du Président comme le font certains. Certes, le Président n'a plus la santé d'il y a quelques années, mais je tiens à vous rassurer, et à travers vous toute l'opinion,

qu'il gère et suit tous les dossiers et dans les moindres détails». Les clarifications et autres mises au point d'Ouyahia ne s'arrêteront pas à ce niveau. Défendant, certes, le programme du gouvernement et le projet de loi de finances pour 2017, il ne manquera pas, au passage, de lancer une petite pique en direction d'un autre adversaire politique, le Premier ministre Abdelmalek Sellal, en l'occurrence. Ce sera au sujet du dossier de la réforme des retraites : «Je reconnais que la concertation a été insuffisante à ce sujet avec les partenaires sociaux», estimera, en effet, le patron du RND qui prévient, par ailleurs, contre tout traitement populiste de ce dossier des réformes des retraites. «Si l'on continue comme cela, dans deux à trois ans, nous ne pourrions plus payer les retraites

des plus de 70 ans (...) Il faut dire la vérité à nos citoyens. Aujourd'hui, ceux qui font le plus de bruit sur cette affaire des retraites, ce ne sont pas les salariés qui ont toujours l'âge de travailler pour gagner un salaire au lieu des 80% de celui-ci s'ils partent à la retraite anticipée. Ceux qui réclament cette retraite anticipée sont ceux qui, une fois à la retraite, ont un autre travail qui les attend dans le privé.» C'est effectivement un phénomène qui prend de l'ampleur en Algérie ces dernières années. En dehors des questions brûlantes de l'actualité nationale strictement factuelle, il y a cet autre message, peut-être même le plus important, qu'Ouyahia a glissé hier lors de sa conférence de presse : il met en garde contre les conséquences d'une guerre de succession qui fait rage même si personne n'ose encore franchir le pas, publiquement. Il le fera d'une manière subtil, bien sûr : «Aujourd'hui, nous commémorons, presque jour pour jour, les tragiques événements du 5 Octobre 1988. Ce jour-là, le sang a coulé à Alger et en Algérie et je tiens à m'incliner à la mémoire des dizaines de victimes tombées à cause des luttes de pouvoir et des ambitions démesurées et égoïstes de certains. Nous étions, pourtant, sous un système de parti unique à l'époque.» Il ajoutera, comme pour tirer la sonnette d'alarme : «Ce que moi j'appelle d'hiver et non pas de printemps arabe, nous, en Algérie, nous l'avons vécu entre 1988 et 1992. Nous ne voulons plus retourner à ces années-là.» Un message lourd de sens...

K. A.

DISCOURS POLITIQUES DE SAÂDANI ET D'OUYAHIA

Postures très différentes

L'actualité politique de cette semaine a été marquée par les déclarations des leaders des deux formations politiques qui composent la majorité au pouvoir, le FLN et le RND. Ils ont adopté des postures différentes qui en disent long sur la situation et les motivations de chacun. Analyse...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Si le secrétaire général (SG) du parti du Front de libération nationale (FLN), Ammar Saâdani, a fait un discours violent à l'endroit de ses détracteurs à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, son alter ego du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia, lui, s'est surtout essayé à donner un point de vue sur des questions qui préoccupent le commun des Algériens dans ce contexte de crise économique.

Or, les conférences de presse des leaders des deux formations composant la majorité au pouvoir, tenues à trois jours d'intervalle, recèlent des spécificités liées surtout au contexte de la production de leurs discours respectifs. Au moment où le SG du FLN fait l'objet d'attaques de toutes parts, lesquelles commencent à s'accroître à l'approche des législatives de 2017, le chef de file du RND se trouve dans une position confortable à la tête du parti, homogénéisé depuis le dernier congrès et dont la direction a été purgée des éléments qui peuvent gêner son pouvoir. Deux situations différentes dans lesquelles doivent se lire les choix discursifs de chacun des deux animateurs de la scène politique nationale.

En effet, au moment où Saâdani contre-attaque pour répondre à ses nombreux détracteurs, Ouyahia a mis à profit la quiétude qui règne au sein de son appareil électoral, qu'il maîtrise désormais totalement, pour se mettre dans une posture d'un homme d'Etat qui a le souci de l'intérêt général. Il s'est exprimé sur les sujets brûlants de l'heure, faisant part y compris de son analyse du marché pétrolier et ses prévisions sur les prix du baril du brut. Il s'est voulu rassembleur au moment où Saâdani s'est montré cruel avec ceux qui contestaient sa légitimité et sa capacité à diriger la plus importante formation politique du pays.

Ouyahia a aussi joué la carte de l'humilité face à l'autorité d'Abdelaziz Bouteflika pour piquer indirectement Saâdani : «C'est le président de la République qui a la prérogative de nomination dans les postes ministériels.»

Il faut souligner dans ce contexte que le SG du FLN ne cesse, depuis son intronisation à la tête du vieux parti, de revendiquer plus de sièges au gouvernement, arguant que l'exécutif doit être l'émanation de la majorité parlementaire, c'est-à-dire du FLN essentiellement. Une carte politique qu'il n'hésite pas à brandir à chaque fois qu'il veut remettre le RND à sa juste place. Il a aussi joué sur la fibre patriotique des Algériens en abattant la carte de la très sensible et controversée appartenance à la famille révolutionnaire. Il a qualifié ses pourfendeurs de traîtres à la nation et accusé leur supposé gourou politique, le général à la retraite Mohamed Médiène, de collusion avec les intérêts de l'ancien colonisateur. Ouyahia, lui, s'est réservé de

commenter cette question : «Je ne suis pas un commentateur mais, un homme politique. Sinon, cette question (parti de la France, Ndlr) est une carte que certains aiment utiliser sur l'arène politique.»

Cette réplique du SG du RND au sujet du parti de la France, si elle ne dit pas grand-chose, elle le prémunit de bien de foudres en prévision des échéances politiques futures. Contrairement à Saâdani, qui pense que le poids de son parti est tellement imposant qu'il n'a pas besoin de ménager tout le monde, Ouyahia mesure les capacités de nuisance de chacune des forces sur le terrain et proclame son parti rassembleur de toutes les sensibilités nationales. Et, afin d'articuler ses déclarations sur les attentes des Algériens en matière de développement, il a évoqué le succès de la toute dernière réunion de l'Opep tenue à Alger, dont il s'est réjoui du rôle diplomatique joué par l'Algérie, pour titiller la fierté nationale. En tout cas, Ouyahia, qui a prononcé une belle victoire de son parti aux législatives de 2017, a adopté un comportement modéré dans sa conférence de presse.

Faut-il, pour autant, prêter au SG du RND des velléités de positionnement au-delà des législatives dans cette conjoncture politique qui se prête à toutes les incertitudes ? Faut-il, pour autant, lire dans la contre-attaque de Saâdani une quelconque incapacité de projection dans le futur chez la force politique qu'il représente ? Une seule certitude : ce sont deux postures différentes et deux manières différentes de faire la politique.

L. H.